

Taille des pays et stratégies de croissance

Introduction

L'économie de la taille des pays a fait l'objet d'une littérature abondante dont les origines remontent aux travaux de John Stuart Mill sur le commerce international. Dans la période contemporaine, Austin Robinson, entouré d'une équipe d'économistes, a tenté d'en redéfinir les termes dans un livre qu'il a dirigé en 1960. Les travaux de Robert Mundell ont ensuite codifié les questions de l'autonomie des politiques économiques et de leur transmission internationale selon la taille des pays qui les conduisaient. Mais, probablement en raison à la fois du déclin de l'économie keynésienne et de la montée en puissance de la globalisation, la macroéconomie de la taille des pays a ensuite été laissée en déshérence. Au contraire, l'accent fut mis sur la taille optimale des pays et les conditions économiques – économies d'échelle, économies d'envergure – qui la déterminaient. Ce sont ainsi les conditions structurelles de l'offre qui sont mises en exergue, comme il est d'usage dans une réflexion de long terme, et comme si la demande n'avait d'effet au mieux qu'à court terme. Concurrément, les enseignements de la nouvelle économie classique furent mobilisés pour produire des résultats anti-keynésiens – les effets expansionnistes des politiques restrictives – et le champ d'expérimentation de ces effets fut (volontairement ?) limité à l'analyse empirique de petites économies ouvertes dans un monde globalisé.

Prolongé dans la période contemporaine, ce discours économique est comme frappé de schizophrénie. D'un côté, la négation de tout effet positif des politiques expansionnistes, et l'accumulation de preuves empiriques, limitées à l'étude de petits pays pour le démontrer; de l'autre, un discours parallèle sur l'effet d'entraînement des conjonctures, l'insistance sur le

consommateur (américain) en dernier ressort et l'espoir que la croissance asiatique, notamment chinoise, de l'après-crise soit la locomotive du monde !

Or, depuis Mundell au moins, et le modèle Mundell-Flemming, on sait que les stratégies de stabilisation et de croissance ne peuvent que différer selon la taille des pays. Un certain nombre de résultats dits anti-keynésiens ne font de fait que refléter son analyse : les petits pays ont intérêt à agir sur leur demande externe, les très grands pays sur leur demande interne et les pays de taille moyenne sont pris dans un dilemme qui dépend du degré d'ouverture de leurs économies. En somme, si on ne s'en tenait qu'aux apparences, on dirait que les petits pays sont structurellement anti-keynésiens et les grands structurellement keynésiens. Mais il ne s'agit que d'apparence, car il se trouve que les petits pays ont généralement de « grands » États (mesurés par le poids de la dépense publique dans le PIB) et donc des stabilisateurs automatiques élevés.

Cette évolution de la pensée économique a conduit à négliger les conséquences de la diversité de la taille des pays au sein d'entités régionales plus ou moins intégrées, puisqu'elle privilégie une approche absolue visant à poser et résoudre la question de la « taille optimale » des fédérations ou des unions. Il apparaît ainsi notamment que l'influence du contexte institutionnel dans la détermination des stratégies de croissance des grands et des petits États n'a pas fait, jusqu'à présent, l'objet de travaux théoriques ou empiriques systématiques.

Ce dossier, le premier d'une série de contributions issues du projet de recherche ANR « Taille des pays et stratégies de croissance », vise à pallier ces lacunes. On peut tirer trois leçons des articles rassemblés ici. D'abord, parce qu'elle influence l'effet de leurs politiques économiques sur leurs performances économiques, la taille des pays compte bel et bien dans la détermination de leur stratégie de croissance. Le cas européen, en particulier, permet de préciser de quelle manière une « macroéconomie institutionnelle de la taille des pays » peut être proposée pour servir de grille d'analyse aux stratégies des petits comme des grands pays dans l'Union européenne, stratégie déterminée par l'intégration des institutions et des marchés. Enfin, parce que les externalités des politiques nationales diffèrent selon la taille des pays, des règles uniformes, indépendantes de la taille, imposées aux politiques économiques peuvent s'avérer contre-productives. La mise en lumière des interactions entre pays de taille différente au sein d'ensemble régionaux intégrés en termes de marchés de facteurs et de produits et de politiques économiques se révèle ainsi particulièrement riche d'enseignements quant au choix des règles qui devraient gouverner ces ensembles. L'économie de la taille des pays devrait être, pour toutes ces raisons, systématiquement mobilisée pour étudier les politiques économiques européennes.

Jean-Paul Fitoussi et Éloi Laurent